

International

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : AU BOUT DE LA TRANSITION, LA FIN DE L'IMPUNITÉ ?

Sébastien Gricourt

08/07/2015

Alors que les élections présidentielle et législatives sont prévues fin octobre, Sébastien Gricourt propose une analyse du processus de transition en cours en RCA depuis la chute de François Bozizé et de ses multiples difficultés, passées et présentes.

Les priorités au moment de la transition sont de sécuriser le pays (par le déploiement de la MISCA, de l'opération Sangaris et de l'Eufor RCA), d'organiser des consultations populaires (elles auront lieu de janvier à mars 2015) et d'organiser de futures élections tout en luttant contre l'impunité des exactions et des violences commises par les mouvements politico-militaires du pays. Autrement dit, faire comparaitre en justice « les auteurs de violations du droit humanitaire ». Cependant, les rapports de force qui s'exercent pendant la période de transition entre les organisations internationales, les mouvements politico-militaires, les puissances régionales et la cheffe de l'Etat de transition (CET) sont notables et ralentissent souvent le processus. Le forum de Brazzaville (juillet 2014) est de ce point de vue significatif puisqu'il « n'aboutit qu'à un accord de cessation des hostilités » qui reprisent peu de temps après, interrompant ainsi la tenue des consultations populaires. Pour trouver une solution rapidement, un Forum de réconciliation est organisé à Bangui en mai 2015. Il a rassemblé des représentants de la société civile, des partis politiques, des représentants religieux, des membres délégués de l'ex-Séléka et des anti-Balaka, constitué autour de 4 groupes de travail (paix et sécurité, justice et réconciliation, gouvernance, développement économique et social). L'issue souhaitable étant la restauration de l'« autorité de l'Etat » par un « Pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction en République centrafricaine ».